

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal
Téléphone : PLateau 8511

Administrateur PIERRE ASSELIN
Secrétaire de la Rédaction LUCIEN PARIZEAU

On est prié d'envoyer toute correspondance à la
case 4018 de l'Hôtel des Postes en mentionnant
sur l'enveloppe le service (Rédaction ou Adminis-
tration) auquel on veut s'adresser.

L'ORDRE

Quotidien de culture française et de renaissance nationale

Directeur-fondateur : OLIVAR ASSELIN

Un ordre imparfait
vaut mieux que le désordre.

TARIF DES ABONNEMENTS

	1 an	6 mois	3 mois
En ville, par la poste	\$9.00	\$4.75	\$2.50
Canada (hors de Montréal), Royaume-Uni, France et	\$6.00	\$3.25	\$1.75
Espagne	\$6.50	\$3.50	\$1.85
Etats-Unis et Amérique du Sud	\$8.00	\$4.25	\$2.25
Autres pays			

L'abonnement est payable d'avance par mandat-
poste ou chèque affranchi, accepté et payable au
pair à Montréal.

Première année—No 144

Le numéro: 5 sous

Montréal, mercredi 29 août 1934

Le régime hydroélectrique

A part M. Bouchard, qui sait que la régie municipale épargnera aux habitants de Saint-Hyacinthe la moitié de leur budget actuel d'énergie ou de courant électrique, mais qui ne saurait nous garantir que la gratuité de l'éclairage ou de l'énergie industrielle ne deviendra pas un jour le programme électoral de quelque Bouchard plus démagogue ou moins honnête, rares sont aujourd'hui, dans le Québec, ceux qui savent exactement en quoi le régime hydroélectrique de cette province devrait être modifié. On peut en effet concevoir l'exploita-

tion de Paris annonçait ces jours derniers qu'on espérait pouvoir transformer l'eau de mer en un carburant qui coûterait moins d'un sou du gallon. Si cela est vrai, nous sommes peut-être en présence d'un éclairage ou d'une force motrice dix fois moins coûteux que le courant de Shawinigan ou de la Montreal L. H. & P. Co. L'Etat n'a pas le devoir de protéger contre des concurrences comme celle-là des capitaux en grande partie fictifs ni d'ailleurs des capitaux d'aucune sorte.

Olivar ASSELIN

Qu'on ne se méprenne pas

Pour montrer l'intérêt croissant que la presse française porte au Canada, nous avons reproduit du TEMPS de Paris, le 6 août, un article de M. Jacques Bardoux où notre confrère parisien vantait la Société des Nations, cette farce onéreuse, et comparait notre M. Raoul Dandurand (un homme qui PARLA à l'Allemagne) à « un crayon de Clouet ». Oui, madame, une épure de la Renaissance! Dans le même ton, L'ORDRE du 23 août publiait, sous la signature du député comte de Ramel, un éloge discret du parlementarisme. Nos lecteurs, qui savent ce que nous pensons des discours officiels, de la S.D.N. et de l'importance du Canada dans les affaires du monde, auront compris que si nous accueillons la prose de MM. de Ramel et Bardoux en tant que Français, nous n'avons aucune déférence pour leurs idées de parlementaires et l'importance qu'ils attribuent à des manifestations qui n'en ont pas.

On ne s'étonnera donc pas de trouver en deuxième page un article fort sympathique de M. Louis Madelin, où il est dit que feu Wilfrid Laurier parlait une « belle langue française » aux douces angevines (lui qui se faisait un point d'honneur de parler sa langue avec un accent anglais par respect pour la reine et peut-être aussi parce que cela lui donnait un air souverain quand il s'épongeait le front). D'ailleurs, beaucoup d'écrivains français aussi distingués que M. Madelin ont flatté le tableau qu'ils ont peint du Canada et de ses hommes politiques.

Cela dit, précisons que l'intérêt qui se manifeste en France touchant le Canada et son histoire n'est pas seulement une curiosité d'hommes civilisés à l'égard d'une tribu de Peaux-Rouges. Les Français cultivés ont appris à voyager, et je ne crois pas qu'il pourrait s'écrire sur le Canada, sans quelques protestations, de bienveillantes erreurs comme celles du Barré d'avant la guerre. C'est consolant pour les « Français de conserve » que nous étions bien avant le mot cruel de Gourmont, et que nous sommes restés.

Lucien PARIZEAU

La manifestation de samedi sur le pont Jacques-Cartier

Tout est prêt pour cette cérémonie importante où l'on dévoilera un buste du grand découvreur. Les invités n'auront qu'à présenter leur coupe-file aux gardiens. Le public est invité à cette manifestation; mais il devra se rendre avant deux heures de l'après-midi à l'île Sainte-Hélène, où il a été préparé un terrain de stationnement pour les voitures. En arrivant de bonne heure, on aidera beaucoup au maintien de l'ordre.

Avis important

La date du déjeuner au Chalet du Mont-Royal ayant été changée du 1er septembre au 31 août, les invités qui ont reçu une carte portant la date du 1er septembre pourront assister au déjeuner du 31 en le présentant au contrôle. Rappelons que le lunch sera servi à une heure précise après midi. Les invités sont priés d'envoyer leur réponse au Comité du IVe Centenaire de Jacques Cartier, 84 ouest, rue Notre-Dame, chambre 92.

DEMAIN

Le principe des nationalités
par Olivar Asselin



M. Sébastien Charléty
Rector de l'Académie de Paris

La presse de langue française aux Etats-Unis

Texte d'un travail lu lundi au Congrès de la presse française, à Québec, par M. Edmond Turcotte, rédacteur en chef du « Canada »

La presse des émigrés franco-canadiens ne subsiste plus aujourd'hui que dans quatre des six Etats de la Nouvelle-Angleterre: le Massachusetts, le Rhode-Island, le Maine et le New-Hampshire. Mais elle s'y maintient avec une incroyable ténacité et elle vivra sans doute encore longtemps. Elle a pour lointain ancêtre un journal fondé il y a un siècle au Vermont, à Burlington, par Ludger Duvernay, un des patriotes canadiens qui s'exilèrent à la suite du mouvement insurrectionnel de 1837.

Les exilés se groupèrent sur les deux rives du lac Champlain, dans le nord des Etats du Vermont et du New-York, et le journal de Duvernay, qui s'appelait naturellement le PATRIOTE, fut leur organe. Comme 30 ans plus tard les journaux de Lanctot, le PATRIOTE entretenait l'agitation en faveur de l'indépendance du Canada. Il ne vécut que deux mois. Il était sans doute né beaucoup trop tôt.

L'émigration en masse des Canadiens vers les Etats de la Nouvelle-Angleterre n'a en effet commencé qu'à l'époque de la guerre de Sécession. L'industrie américaine avait besoin de bras pour remplacer les combattants. Elle se tourna vers le Canada. Mais une fois le mouvement commencé, il ne s'arrêta plus. Il continua encore après la guerre, et un contemporain rapporte qu'il vit passer à la frontière, en une seule semaine d'avril 1869, 2,300 émigrés canadiens.

C'est l'époque où naquit véritablement la presse franco-américaine. A leur arrivée, les émigrés n'avaient naturellement ni paroisse, ni prêtres de leur race, et c'est pour donner un organe à leurs aspirations d'ordre à la fois ethnique et religieux qu'un prêtre originaire de France, l'abbé Druon, alors vicaire général du diocèse de Burlington, au Vermont, s'associa à un marchand de Saint-Albans, du nom d'Antoine Moussette, pour fonder en 1868, à Saint-Albans, le PROTECTEUR CANADIEN.

Le PROTECTEUR CANADIEN était bien nommé. C'est de la fondation de ce journal que date pour les Franco-Américains le commencement de l'organisation paroissiale qui est aujourd'hui pour eux le cadre indispensable de toute leur existence comme groupe ethnique.

L'abbé Druon et Moussette eurent de nombreux imitateurs dans les localités de la Nouvelle-Angleterre où les émigrés constituaient déjà d'importantes colonies: Worcester, Manchester, Lowell, Fall-River, Woonsocket, Lawrence, Biddeford, Southbridge. Partout à cette époque de l'émigration, les journaux poussaient comme des champignons — et ne vivaient d'ailleurs guère plus longtemps qu'eux.

L'un d'eux toutefois se montra beaucoup plus robuste que les autres. Il vécut près de vingt ans et son nom s'identifie aujourd'hui avec toute une phase — la

phase héroïque de l'histoire de la presse franco-américaine. C'est le TRAVAILLEUR, que fonda à Worcester, en 1874, Ferdinand Gagnon.

Gagnon était un homme d'une activité débordante. Il avait des dons fort modestes d'écrivain, mais il savait parler à la foule et il fut un des meneurs de l'opinion de son temps. Il était si habile qu'il réussit à mener de front pendant quelques années deux campagnes assez contradictoires: l'une en faveur de la naturalisation américaine des Canadiens émigrés et de la fondation de sociétés à qui il vendait des drapeaux, des bannières et des insignes; l'autre en faveur du rapatriement des émigrés, travail pour lequel il recevait des crédits du gouvernement de la province de Québec.

C'est à ce sujet qu'il eut en 1875 une retentissante polémique avec un jeune confrère qui devait plus tard faire beaucoup parler de lui au Canada: Honoré Beaugrand, plus tard fondateur de la PATRIE de Montréal et maire de la ville.

Beaugrand dirigeait à ce moment-là la RÉPUBLIQUE, qu'il avait fondée à Fall-River. Au cours d'une polémique au sujet du rapatriement, mouvement que Beaugrand ne paraît pas avoir jugé avec beaucoup de faveur, Gagnon fut taxé d'hypocrisie et il riposta en accusant Beaugrand d'irréligion. L'incident faillit donner lieu à une rencontre. Mais Gagnon, qui était déjà d'une grande corpulence, n'accepta pas le défi de Beaugrand, et le duel héroïque n'eut pas lieu, faute de combattants.

Gagnon mourut dans son lit en 1886, à l'âge de 37 ans, et le TRAVAILLEUR, qui eut après lui des fortunes diverses, disparut six ans plus tard dans l'effondrement du château de cartes de Benjamin Lanthier, le fameux trustard de la presse franco-américaine.

Pittoresque figure que ce Lanthier. Il fit son apparition à Lowell, dans le Massachusetts, en 1880, avec le NATIONAL, qu'il avait fondé sept ans plus tôt à Plattsburg, dans l'Etat de New-York.

Lanthier arrivait à Lowell avec de hautes ambitions et de vastes desseins. Un an après son installation dans la ville du Massachusetts, il avait fait du NATIONAL un quotidien. Mais il avait besoin d'argent et il fallait s'arranger pour en trouver.

L'année 1892 était ce qu'on appelle aux Etats-Unis une année présidentielle, et le parti démocrate faisait cette année-là un effort considérable pour introduire à la Maison-Blanche le premier président démocrate depuis la guerre de Sécession.

Lanthier fut admis à puiser à pleines mains dans la caisse électorale du parti, et le NATIONAL en profita. Le journal possédait bientôt l'outillage le plus perfectionné qu'on pût souhaiter à l'époque, et Lanthier se trouva en peu de temps à la tête d'une constellation de 17 journaux

dispersés dans les centres français du Massachusetts, du New-Hampshire, du Rhode-Island, du Connecticut et même du New-York.

Mais tout a une fin. Grover Cleveland fut élu et les démocrates victorieux refermèrent la caisse électorale jusqu'aux élections suivantes. Ce fut le désastre. La plupart des journaux de Lanthier périrent du coup et le NATIONAL lui-même languit seulement une année de plus.

Ainsi finit l'ambitieux projet de Benjamin Lanthier de donner aux Franco-Américains un organe assez puissant pour rayonner sur toute la Nouvelle-Angleterre. Il fut repris une douzaine d'années plus tard, mais sous une forme modifiée, par un autre personnage qui voyait grand. En 1906 fut fondée à Manchester une société appelée la New England Investment Company. Dans l'esprit de son fondateur, M. Joseph de Champlain, elle devait être une espèce de puissante coopérative financière au moyen de quoi les Franco-Américains exploiteraient les entreprises commerciales et industrielles les plus diverses.

Il y eut un commencement de réalisation, et M. de Champlain, pour mieux agir sur l'opinion, fonda le RÉVEIL, à Manchester, et mit la main sur le plus ancien des quotidiens de la Nouvelle-Angleterre, l'ÉTOILE, de Lowell. Mais la New England Investment Company ne réussit pas et elle conduisit l'ÉTOILE à une retentissante faillite en 1910.

Les Franco-Américains sont toutefois des hommes dont la qualité maîtresse est l'esprit d'entreprise. L'idée d'un journal français rayonnant sur toute la Nouvelle-Angleterre fut reprise une quinzaine d'années plus tard, c'est-à-dire en 1924, à Woonsocket, dans le Rhode-Island.

Le Rhode-Island est le plus petit des Etats de l'Union américaine. Vu le petit nombre de ses habitants — 6 ou 700,000 au plus — les Franco-Américains y ont l'avantage de constituer le cinquième ou le sixième de la population, ce qui ne leur donne pas seulement une influence politique considérable dans l'Etat, mais aussi une cohésion qui entretient chez eux peut-être encore plus vivante que dans les autres Etats le souvenir de leurs origines.

C'est dans le Rhode-Island que se produisit, il y a seulement une dizaine d'années, la dernière en date des réactions périodiques des Franco-Américains contre l'attraction du « melting pot ».

L'existence des Franco-Américains comme groupe ethnique se déroule presque tout entière dans le cadre de la paroisse. Cela veut dire que l'existence du groupe et surtout son avenir dépendent dans une très large mesure de la volonté de l'évêque catholique irlandais-américain, presque toujours mal disposé envers les particularismes de race chez les catholiques américains.

L'évêque catholique irlandais-américain a obtenu du pouvoir civil dans les Etats de l'Est, et sans doute aussi dans le reste du pays, que les biens immeubles des diocèses fussent considérés, en justice, comme la propriété personnelle de l'évêque. Cette législation s'appelle la « Corporation Sole ». Elle constitue entre les mains de l'évêque un moyen formidable de pression sur les fidèles. Elle a la première fois donné lieu, il y a 25 ans, à un grave conflit entre les Franco-Américains du Maine et l'évêque irlandais-américain de Portland. La presse, fidèle à son rôle, organisa la résistance aux manœuvres assimilatrices de l'évêque. Six des meneurs du mouvement furent mis en interdit. Parmi eux se trouvaient les directeurs de deux journaux: le MESSAGER, de Lewiston, et la JUSTICE, de Biddeford.

Il y a donc une dizaine d'années, un groupe de notables franco-américains du Rhode-Island, redoutant ce qu'ils appelaient, à tort ou à raison, les sentiments francophobes de l'évêque irlandais-américain de Providence, fondèrent à Woonsocket un quotidien de défense particulariste française appelé la SENTINELLE.

La SENTINELLE ne s'adressa pas seulement aux populations du Rhode-Island. Elle eut l'ambition de s'étendre à toute la Nouvelle-Angleterre et de réagir contre toutes les influences américanisantes, d'où qu'elles vissent. Elle eut pendant quelque temps des milliers de lecteurs recrutés un peu partout par des propagandistes pleins de zèle. Mais elle eut aussi de nombreux détracteurs, et elle s'engagea peu après sa fondation, avec l'aide de plusieurs journaux de même sentiment qu'elle, dans une polémique d'une rare violence de part et d'autre avec les journaux franco-américains qui s'étaient constitués les défenseurs de l'évêque.

Pendant plusieurs mois, la Nouvelle-Angleterre se trouva divisée en deux camps de frères ennemis. Mais le jour vint où une soixantaine des chefs du mouvement sentinelliste furent mis en interdit par l'évêque de Providence. Ceux qui avaient été frappés finirent par se soumettre, mais leur soumission entraîna la disparition de la SENTINELLE en 1928 et la fin du mouvement dont elle avait été l'organe.

Après la tentative de la SENTINELLE, la presse franco-américaine resta ce qu'à aucun moment elle n'a cessé d'être: une presse à caractère local. Elle compte aujourd'hui cinq quotidiens, dont le plus ancien, l'ÉTOILE, de Lowell, dans le Massachusetts, est dans sa 49e année; un

La nouvelle guerre anglo-allemande

par André BOWMAN

Il y a trois semaines que l'accord anglo-allemand sur les dettes commerciales a été signé, mais il n'est entré en vigueur que le 20 août. Il ne se rapporte qu'aux modalités et aux transferts de devises pour les transactions à venir, et les négociations sur les échéances passées ne sont pas encore terminées.

D'une façon générale, l'opinion anglaise se montre peu satisfaite, et dans les milieux du Lancashire le mécontentement est très marqué. Devant l'impossibilité de se faire payer, les filateurs anglais avaient cessé leurs exportations à destination de l'Allemagne; ils ne les ont pas encore reprises. L'industrie textile, surtout à Manchester, refuse de livrer désormais quoi que ce soit à l'Allemagne, tant que celle-ci n'aura pas payé ses arriérés, qui sont, comme on le sait, considérables. Les filateurs, plus particulièrement, se sont rendu compte de la manœuvre de leurs concurrents d'outre-Rhin. Le textile allemand achetait, sans payer, ou avec du papier non négociable, des fils anglais qui servaient à alimenter les usines et à mettre sur le marché extérieur des tissus à très bas prix qui entraient en concurrence directe avec les produits britanniques. Le Lancashire a été longtemps dupe; il entend ne plus l'être davantage.

Non seulement les milieux du textile sont mécontents, mais encore les milieux financiers ne montrent à l'égard de l'accord qu'un enthousiasme très modéré. En effet, aux termes de l'accord, la Reichsbank, qui finance toutes les opérations commerciales extérieures allemandes, n'est tenue de verser au comptant qu'une somme de cinq pour cent, ce qui est visiblement un chiffre trop bas et déplace les risques financiers des transactions anglo-allemandes. En cas de managements, et l'expérience est là pour montrer que ce n'est pas une simple conjecture, ce serait à la finance anglaise à supporter les pertes résultant de la carence allemande. C'est contre cet état de choses que les banques et les maisons de crédit de la Cité protestent, sans grand succès jusqu'à présent. La confiance dans la stabilité du marché allemand a beaucoup baissé du fait de certaines découvertes récentes. Une enquête habilement menée a montré que les Allemands achetaient ou essayaient systématiquement d'acheter à crédit des matières premières indispensables à la guerre. On a fait un relevé des offres de transactions et d'opérations commerciales de ces deux derniers mois, et l'on s'est aperçu que les achats portaient surtout sur du pétrole, du caoutchouc, de l'étain, du nickel, etc., que ces ordres dépassaient de beaucoup les chiffres normaux des achats allemands en Angleterre et n'étaient pas justifiés par la situation actuelle de l'industrie du Reich. On s'est évidemment demandé si ces achats à crédit ne correspondaient pas à un système soigneusement étudié de réapprovisionnement en matières premières, et un grand journal conservateur, le MORNING POST, dénonçait récemment la manœuvre allemande dans un article intitulé « Un banqueroutier habituel », article qui a fait beaucoup de bruit dans les milieux de la Cité et ailleurs.

L'accord anglo-allemand pourra fonctionner parfaitement pourvu que le débiteur ait réellement l'intention d'en appliquer toutes les stipulations. Le mécanisme en est assez ingénieux. Dans le cas où les firmes allemandes ne posséderaient pas les devises nécessaires aux transactions, elles pourraient verser le solde en marks à la Reichsbank, au nom de la Banque d'Angleterre. Cette dernière serait chargée de régler en sterling les créanciers anglais et pourrait, à n'importe quel moment, se servir de ces marks pour liquider des dettes anglaises. Normalement, les opérations commerciales pourraient donc continuer comme par le passé.

Mais on s'est déjà rendu compte que le Reich n'a nullement l'intention d'exécuter les clauses de l'accord. Pour ne pas heurter de front les intérêts britanniques, les Allemands cherchent à tourner la difficulté en achetant à crédit, ce qui pourrait changer du tout au tout la balance commerciale entre les deux pays. De cette façon, l'Allemagne espère être un moment créancière de l'Angleterre, du moins sur le papier: cela lui permettrait de soulever de nouvelles difficultés et de recommencer des pourparlers qui, bien entendu, traîneraient en longueur aussi longtemps que cela ferait son jeu.

C'est devant cette situation difficile que les filateurs du Lancashire ont décidé de

LA SUITE À LA 2E PAGE

ne pas reprendre les transactions avec l'Allemagne. Comme le mécanisme de la chambre de compensation est fonction des achats allemands en Angleterre, les fileteurs ne seront peut-être pas payés de sitôt. En attendant, plusieurs usines qui avaient en Allemagne des débouchés importants ont dû fermer leurs portes et congédier quelque 10,000 ouvriers. Comme tout congédiement de personnel a des répercussions, on craint que les industries connexes et affiliées ne soient obligées, elles aussi, de réduire leur personnel; selon un calcul moyen, la fermeture des filatures mettrait au moins 40,000 ouvriers sur le pavé. On voit par cet exemple à quel point la situation allemande peut influencer sur l'économie anglaise. Les milieux commerciaux et financiers se montrent inquiets de la situation. On se demande s'il est possible de continuer de traiter avec l'Allemagne sur le même pied qu'autrefois, ou bien s'il faut se préparer à une guerre économique très dure. On craint surtout que la bataille ne dépasse son domaine actuel et qu'elle ne devienne financière. En effet, on parle de plus en plus d'une dévaluation probable du mark, qui aurait, naturellement, des répercussions immenses sur la situation. Deux grands producteurs industriels, les Etats-Unis et le Japon, ont déjà dévalué leur monnaie, ce qui leur a permis de faire une concurrence très sérieuse à l'Angleterre. Si l'Allemagne, elle aussi, grande productrice industrielle, suivait le mouvement, il est probable que la France serait entraînée et que l'Angleterre se verrait de nouveau en face d'un problème extrêmement délicat, à la fois économique et financier. On se rend compte de la force irrésistible de la concurrence allemande sur le marché mondial si le Reich dévaluait subitement sa monnaie. Ainsi donc, l'Angleterre est exposée à perdre le marché allemand, mais elle peut aussi se trouver du jour au lendemain en face d'une monnaie qui peut lui faire perdre une grande partie de ses débouchés mondiaux.

C'est probablement cette situation pleine de menaces pour l'avenir qui pousse l'Angleterre à se rapprocher de ce qu'on appelle communément le « sterlingaria », c'est-à-dire des pays qui gravitent dans l'orbite de la livre. Il s'agit pour elle de prendre certaines positions avant qu'il ne soit trop tard et que la concurrence allemande n'ait compromis son marché mondial. En fait, on assiste aux manœuvres préliminaires d'une grande bataille économique anglo-allemande. C'est une bataille d'aussi grande envergure que celle qui s'est livrée, avant 1914, entre les deux pays. Ce sera peut-être la bataille décisive, d'où sortira une hégémonie anglo-saxonne ou germanique.

André BOWMAN

La boîte aux projets

Le cerveau des conseillers municipaux, tel un Vésuve ou un Stromboli, est en éruption. A tout instant de nouveaux projets voient le jour, s'ébrouent tumultueusement et vont mourir sans gloire dans les archives de Concordia. La sympathie générale est acquise aux conseillers, privés par la Charte et par leur propre inhabileté des pouvoirs et des privilèges auxquels l'élection semblait leur avoir donné droit. Leur dernier projet concerne l'imposition d'une taxe de vente sur les produits de luxe. Cette taxe serait perçue au moyen d'un timbre apposé sur les marchandises au moment de la vente au détail. Il est pratiquement impossible de prélever un semblable impôt à l'intérieur d'une ville. Comment empêcher les colporteurs, les commerçants en gros, de frauder l'octroi municipal? Ce serait, d'ailleurs, placer les marchands détaillants de Montréal dans une position désavantageuse vis-à-vis de leurs concurrents de Verdun ou d'Outremont, par exemple. Combattre un pareil impôt est inutile: le « Brain Trust » de M. Houde, M. Houde lui-même et les marchands de Montréal auront tôt fait d'étouffer le projet de nos conseillers.

Il y a un impôt « en moins-prenant » dont nous recommandons l'usage au Conseil municipal: épargner sur les frais de comptabilité. Le Brigadier et le Colonel, avec l'aide de M. Philie, vont introduire à la Commission du chômage le système de fiches recommandé par le gouvernement de Québec. La comptabilité et la statistique sont deux sciences que je respecte profondément. Personne ne croit cependant qu'il faille tenir à jour la statistique et la comptabilité des lunettes à Montréal. En toutes choses il faut considérer la fin. Est-il nécessaire de tenir un compte détaillé et complexe des moindres opérations financières de la Ville? Qu'en pense M. Méreaneu? Comme M. Philie, il est comptable à l'Hôtel de Ville.

Dollard DANSEREAU

Heureux généalogistes

Le régime hitlérien a provoqué, paraît-il, une recrudescence des recherches généalogiques à Londres. En effet, de nombreux Allemands veulent pouvoir attester auprès des autorités la pureté de leur sang. Les neuf dixièmes de ces clients ne connaissent d'ailleurs pas le nom de jeune fille de leurs grands-mères; d'autres savent seulement que leur aïeul et leur bis-aïeul se sont mariés dans une église de Londres. Comme il y a environ 600 églises dans la capitale anglaise, les enquêtes sont longues et difficiles.

Le IVe Centenaire de la découverte du Canada

Lors du séjour de la délégation canadienne en France, M. Louis Madelin, de l'Académie Française, a publié, dans l'« Echo de Paris », cet intéressant article sur le Canada

Paris fête trois représentants du Canada, débarqués samedi sur la vieille terre des aïeux: M. le Sénateur Beaubien, M. le professeur Montpetit et M. Grégoire, maire de Québec. Nous aimons toujours écrire ces noms qui affirment la survivance des familles françaises aux rives du Saint-Laurent et la place éminente qu'elles ont gardée dans notre ancienne colonie devenue « dominion » britannique. Lorsque je visitai, il y a vingt-cinq ans déjà, le Canada, je ne me lassais pas de relever sur les enseignes des magasins de Québec et même de Montréal ces noms français — Martin ou Durand — qui me donnaient, après quatre mois passés aux Etats-Unis, l'impression que, bien avant de toucher au quai du Havre, je retraits chez nous.

Ces messieurs aujourd'hui viennent nous voir en manière d'ambassadeurs de leur nation: j'écris nation, parce que la province de Québec, plus grande que la France et jouissant, dans le dominion, de l'autonomie accordée aux états de cette fédération, est, de par sa population et ses gouvernements, manière de république française à mille lieues de Paris. Ils ne sont pas seulement chargés de représenter leur pays aux fêtes par lesquelles Paris commémore le quatrième centenaire de la découverte du Canada par notre Jacques Cartier, ils ont mission d'inviter officiellement les Français qui en ont le loisir à venir s'associer à la commémoration solennelle que prépare à son tour le Canada. On sait que notre pays va être représenté à ces festivités par un de nos ministres, M. Pierre-Etienne Flandin; l'Académie, par mon éminent ami Henry Bordeaux, et le Comité France-Amérique par nombre de ses plus illustres membres.

C'est, en effet, en 1534, que, sur l'ordre du « gentil roy François Ier », l'amiral de France Chabot donna à un marin de Saint-Malo, Jacques Cartier, mission d'aller explorer les terres qu'on supposait exister à l'ouest de Terre-Neuve. Le navigateur breton nous a laissé le récit de son voyage, que j'ai lu il y a longtemps, avec un intérêt passionné: c'est le « Brief récit et succincte relation de la navigation faite aux îles (sic) de Canada ». Pour la première fois, fut alors imprimé ce nom indien de « Canada ».

Cartier atteignit Terre-Neuve, s'avança vers l'Occident et rencontra un énorme estuaire déversant une masse d'eau dans l'Atlantique. C'était le fleuve que les indiens appelaient Hochelaga, le futur Saint-Laurent. Mais le marin breton n'osa s'aventurer sur les rives qu'il apercevait couvertes d'épaisses forêts. Le poète Frechette, qui, il y a cinquante ans, s'était fait le chantre d'une manière de « Légende des siècles » canadienne, a décrit l'arrivée du Français:

C'était le Canada mystérieux et sombre.

Sol plein d'horreur tragique et de secrets sans nombre. Cartier recula, pour l'heure, devant ces « secrets sans nombre » et, satisfait d'avoir trouvé la voie, retourna à Saint-Malo. Il n'avait mis que vingt jours pour aller et trente pour revenir — trajet qui effraierait peut-être par sa longueur nos impatiences, mais qui, avec les procédés de navigation du XVIe siècle, apparaît comme une merveille. Le Malouin avait baptisé les terres découvertes « Nouvelle France » et en avait pris possession au nom du Roi Très Chrétien. C'est l'événement dont on va célébrer le quatrième centenaire.

Mais il fallait prendre possession plus réelle de cette « Nouvelle France ». Cartier repartit en 1536 avec trois bâtiments qui, cette fois, embarquaient des colons parmi lesquels quelques cadets de famille avides d'aventures. On atteignit l'Hochelaga, qu'on baptisa Saint-Laurent, et on s'y enfonça cette fois profondément. Apercevant au bas d'une falaise une anse propice, Cartier y jeta l'ancre. C'était le rivage où devait s'élever Québec. Le Breton y planta une croix avec le drapeau fleurdélysé et en prit possession au nom du Christ et de la France qu'on ne séparait pas.

Les caravelles furent abandonnées pour des barques plus légères avec lesquelles on remonta encore le fleuve entre d'épaisses forêts jusqu'à l'île où devait se bâtir un jour Montréal. On hiverna (le mot ayant en ce pays tout son sens) dans l'île qu'on baptisa île d'Orléans, et, en 1537, Cartier retourna en France.

On était, à la vérité, un peu déçu, parce qu'on n'avait pas rencontré cet or qui, depuis la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et surtout la conquête du Mexique et du Pérou par les Espagnols, paraissait le principal avantage des expéditions d'outre-Atlantique.

Combien on se trompait en se montrant déçu! Quand, un demi siècle après, l'admirable Samuel Champlain — celui-là fils de la Saintonge — ayant emmené au Canada, sur l'ordre du roi Henri, puis sur les instructions fermes de Richelieu, toute une troupe de vrais colons, le Canada commença à être défriché et cultivé, on vit bien que cet admirable sol allait fournir de bien plus précieux trésors que l'or, au XVIe siècle, si désiré. Rien ne m'émeut plus qu'une phrase du récit que Champlain, à son tour, fit de l'installation du Canada: il dit qu'il fit jeter en terre « quelques graines qui profiteront bien ». Quiconque a visité les rives du Saint-Laurent sera comme nous ému de cette simple ligne. On avait voulu jadis découvrir des trésors et on allait en trouver. Je n'ai jamais pensé au Canada sans évoquer la fable ingénieuse et profonde de « L'ouvrier et ses enfants »:

Le père mort, les fils vous retournent
[Le champ.
De ça, de là, partout, si bien qu'au bout
[de l'an,
Il en rapporta davantage.

D'argent point de caché. Mais le père
[fut sage
[de leur montrer, avant sa mort,
[Que le travail est un trésor.

Les mines d'or de l'Amérique espagnole, après avoir habité l'Espagne à l'oisiveté et l'avoir ainsi démolisée, s'épuisèrent; la terre canadienne, bonne nourricière, produira longtemps à ses enfants des trésors qu'ils paieront moins cher. Les colonies espagnoles se sont usées par la fièvre de l'or; le Canadien est resté honnête homme, parce qu'il s'enrichissait au travail sain et fécond de la glèbe. Un peuple attaché à la terre peut connaître des aventures, il n'en saurait connaître de mortelles. Le Canada l'a prouvé après sa mère la France qui, par la main de Samuel Champlain, lui avait envoyé ses premières graines qui « profitèrent bien ».

Champlain en jeta d'autres qui, tout autant « profitèrent ». Ayant partout répandu, avec la foi chrétienne, la civilisation française — si parfaite au grand siècle — il sema, avec le froment pur, les graines de justice et d'amour qui, elles aussi, levèrent. Car, accueillant aux peuples indigènes, le conquérant, non par les armes, mais par la bonté, s'en fit des amis, permettant ainsi à la France de se faire aux rives du Saint-Laurent une magnifique colonie qui, sous l'impulsion du grand Colbert, allait rayonner bien loin de Québec et Montréal et, notamment, par le Mississippi — qui deux siècles s'est appelé le fleuve Colbert — unir les glaces de la baie d'Hudson à la mer brûlante des Antilles.

Nous avons perdu le Canada; mais les 60,000 Français que nous y avons alors laissés, restés fidèles par le cœur, l'esprit, les traditions à l'ancienne mère qui, le cœur déchiré, avait dû les abandonner, allaient, comme les premières graines de Champlain, pulluler. Leurs enfants sont maintenant quatre millions qui là-bas parlent la langue de France, cultivent l'esprit de France, se recommandent fièrement du sang de France et se parent du nom de « Français ». Ces fils de paysans, après de rudes épreuves, se sont imposés à ceux qui, à la fin du XVIIIe siècle, avaient conquis sur nous la terre que nous avions fécondée. Ils ont ressaisi la maîtrise de leur Etat et, sujets loyaux de l'Angleterre, puis citoyens libres du Dominion du Canada, ont pris dans le gouvernement de cet énorme Etat une place éminente. Je me rappellerai toujours ce déjeuner d'Ottawa, mon vieux ami Raoul Dandurand, alors président du Sénat, me réunit à Wilfrid Laurier, premier ministre du Dominion, Laurier, fils d'Angevins, qui, dans la belle langue française qu'il parlait, laissait traîner — à ma joie — l'accent de nos paysans des provinces de l'Ouest.

C'est avec la même joie qu'hier j'entendais nos visiteurs canadiens parler le bon « français » que, du temps de Champlain, on prononçait « francois » — comme certains paysans canadiens le prononcent encore.

Louis MADELIN,
de l'Académie Française.

Port-Churchill

L'habile et constante propagande de la WINNING FREE PRESS en faveur du port de Churchill porte ses fruits. Jusqu'à présent, une douzaine de vaisseaux ont atteint Churchill, dont un seul, le *Bright Fan*, a subi des avaries. Le TORONTO STAR commente favorablement l'expérience de ce port canadien et conclut ainsi: « Churchill est un nouveau port maritime canadien, et tous reconnaîtront son importance dès que cessera l'opposition de Montréal à son développement. Une pareille opposition ne peut d'ailleurs durer ».

Pourquoi toujours incriminer Montréal et la province de Québec? Est-ce notre faute si les glaces encombrant le détroit d'Hudson dix mois par année? Les compagnies d'assurance maritime exigent une prime sensiblement plus élevée sur toute cargaison à destination ou en provenance de Churchill. Ces compagnies n'ont pas les mêmes raisons que la FREE PRESS ou le TORONTO STAR de vanter les mérites de Churchill, et leurs techniciens ont apprécié en hommes d'affaires les périls de la navigation dans la baie d'Hudson. Montréal n'est pas responsable de ces taux élevés.

Nous n'entendons pas le moins du monde nous opposer au développement de Churchill ou de n'importe quel port canadien. Nous voulons cependant que le gouvernement fédéral ne jette pas des millions à l'eau pour créer une voie navigable dans un endroit défavorable; qu'il n'aille pas couvrir la marge entre les primes d'assurance exigées des vaisseaux dont la base est Churchill, et celles des vaisseaux de Montréal ou d'Halifax. L'argent du gouvernement fédéral, c'est le peuple canadien qui le fournit. Si Churchill veut que l'Etat solde des frais d'exception, que Churchill le fasse lui-même. Ce n'est pas au moment où la voie navigable naturelle du Canada, le Saint-Laurent, est dans un état lamentable que le gouvernement fédéral peut engager des millions dans le gaspillage de Churchill.

Dollard DANSEREAU

Un protocole commercial germano-soviétique

Un protocole commercial germano-soviétique au sujet de l'achat de marchandises russes en Allemagne, a été signé récemment au ministère de l'économie du Reich. Ce protocole est l'aboutissement des négociations engagées entre l'Allemagne et les Soviets sur la base du protocole germano-russe du 20 mars dernier. Ses détails seront publiés ultérieurement.

Le « trust » du charbon

Le « Comptoir coopératif du combustible » a mis la Commission du port de Québec en demeure de lui fournir l'espace nécessaire au déchargement de cargaisons de charbon et d'huile, et à la construction d'un réservoir d'huile d'une capacité d'environ un million de gallons. La Commission du port de Québec allègue qu'elle a loué ou cédé à la « Canadian Import Company » les quais spécialement aménagés pour le déchargement du charbon. La « Canadian Import Company », comme on sait, fait partie du prétendu « trust » du charbon, dont l'affaire traîne devant les tribunaux depuis plusieurs mois. On nous informait récemment que la Commission du port de Montréal, de son côté, refusait l'accès au quai à un cargo chargé de 5,000 tonnes de charbon néo-écossais. Elle invoquait les mêmes raisons que la Commission du port de Québec. Nous publions néanmoins cette dernière information sous toute réserve.

Les tribunaux ne sont guère responsables des retards apportés au jugement de l'affaire Webster. Les sociétés poursuivies par le gouvernement de la province, après avoir été reconnues coupables par le Tribunal de première instance, se sont pourvues en appel. La Justice avance majestueusement, mais lentement! Il serait regrettable que malgré toute sa diligence, le gouvernement provincial ne parvint point à briser le « trust » avant l'hiver prochain, si « trust » il y a. Espérons que le procureur général, une fois rendu le jugement de la cour d'Appel, ententera sans tarder de nouvelles poursuites, s'il y a lieu, contre les sociétés convaincues de collusion.

L'hiver dernier a été exceptionnellement rigoureux, mais le sort misérable des milliers de chômeurs et de leur famille n'a pas apitoyé les vendeurs de charbon. Il est vrai que les messieurs de l'espèce Webster se croient d'une autre essence que les autres, car ils ont fait fortune. Ces messieurs ressemblent tous plus ou moins au Roi Auguste: quand ils ont bu, ils croient toute la Pologne ivre.

Le moyen le plus efficace de briser un « trust », c'est de restaurer la libre concurrence, dit M. de La Palisse. Mais ce brave capitaine est moins populaire aujourd'hui que jamais. Trop de gens ont intérêt à tromper le public. Nous sommes convaincus, cependant, que la Commission du port de Québec, comme celle du port de Montréal, fera l'impossible pour rendre justice aux coparcenaires éventuels du « trust ».

Dollard DANSEREAU

Les financiers anglais vont au Mandchoukouo

A ceux qui ne sont pas encore convaincus que la politique, c'est, comme on dit, les affaires, redisons de ne plus croire, hélas! aux beaux mouvements, aux belles périodes, à l'humanitarisme, toutes choses qui n'existent que dans le cerveau des philosophes ou des poètes. En tout homme politique, il y a l'homme d'affaires et, souvent, de belles affaires! Il en était de même au temps de Machiavel et de Guichardin. Relisez — ou lisez — les maximes politiques de Guichardin avec la préface de ce lumineux auteur qu'est Jacques Bainville. Vous m'en direz des nouvelles.

C'est sans doute parce que la politique d'affaires de la Grande-Bretagne les inquiète, que les Soviets font grand état, tous ces jours-ci, du but mystérieux d'une mission britannique en Extrême-Orient. Les Anglais sont coutumiers de ce genre de missions politico-économiques. Nous en recevons périodiquement au Canada. M. Asselin a clairement montré ce qu'elles viennent faire ici.

Pour revenir aux Soviets, ils craignent par-dessus tout que ces envoyés de l'industrie et de la finance britanniques n'aient pour but de machiner de noirs desseins contre l'expansion soviétique en Extrême-Orient, dans le Mandchoukouo en particulier. Mais il ne s'agit là que de pures et honnêtes transactions économiques et financières, devraient répondre les Anglais. Les chefs de la mission britannique sont, d'une part, les frères Piggott, dont l'un est directeur de l'« Iron and Steel Federation » et l'autre un des experts militaires du War Office; d'autre part, Lord Barnby et M. Guy Locock, qui ont des intérêts considérables à protéger au Japon.

Il faudrait être naïf pour croire que ces messieurs n'ont aucune influence dans les conseils de Sa Majesté. Les Soviets s'en rendent compte et voient d'un très mauvais œil ces projets de prêts destinés à financer le commerce britannique dans ces régions de l'Extrême-Orient. Un rapprochement entre les incidents russo-japonais de ces derniers temps et la mission britannique indiquent indubitablement qu'il se prépare quelque chose d'intéressant au Mandchoukouo, point névralgique en Orient. Bien malin qui verrait le fin du fin dans toute cette affaire.

Jean-Marie NADEAU

L'auto Voronoff

Un grand seigneur de l'Atlas, El Mtoughi, s'extasiait à Mogador devant l'auto du Résident.

« Elle te plaît? lui dit Lyauyey. Elle est à toi. Je te la donne. C'est une voiture bénie des Dieux. Quiconque l'a à son service durant trois mois, recouvre toutes les possibilités et les forces viriles de la jeunesse ».

« Je décline ton cadeau, répondit le caïd d'un ton malicieusement. Si ton auto possédait cette vertu, tu la garderais pour toi! »

La route plastique réside bien plus longtemps que la route dure. Elle est économique et pratique. Elle ne provoque pas de gâchis. Le Daman offre tous ces avantages. Les expériences sont concluantes à cet égard. (r-h)

La presse de langue française aux États-Unis

SUITE DE LA 1ÈRE PAGE

tribédomodataire, douze hebdomadaires, une revue bimensuelle et bilingue paraissant à New-York, et deux bulletins mensuels servant d'organes aux deux principales sociétés franco-américaines de bienfaisance, dont l'une compte environ 50,000 membres et l'autre près de la moitié autant.

Cette dispersion de l'effort franco-américain dans le domaine de la presse est une cause de faiblesse. D'autres éléments ethniques de la nation américaine possèdent aussi des organes en leur langue d'origine, mais ce sont presque toujours, — surtout dans le cas des Allemands et des Italiens — des journaux dont l'influence s'étend fort loin de la ville où ils sont publiés, et dont le tirage, par conséquent, peut être beaucoup plus élevé que celui des journaux franco-américains à caractère strictement local. Cela permet aux uns d'acquiescer à la richesse matérielle, l'excellence des services d'information et la puissance de rayonnement que forment les autres n'ont pas.

Il faut dire aussi qu'il est extrêmement probable que la presse germano-américaine et la presse italo-américaine profitent à des titres divers de la politique de prestige à l'étranger poursuivie par l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste. Et à ce propos, je me suis souvent demandé si la France républicaine ne trouverait pas, elle aussi, son avantage à une presse franco-américaine bien outillée, bien rédigée, forte et respectée.

Il y a bien en Nouvelle-Angleterre un million d'Américains de sang français. Ils ont au gouvernement de Washington un sénateur, M. Hébert, personnage justement fort considéré, et un congressman; au gouvernement des Etats, un bon nombre de sénateurs et de représentants; au gouvernement des municipalités, plusieurs maires et un grand nombre de conseillers; dans l'administration de la justice, plusieurs magistrats; dans le commerce, la banque et l'industrie, des centaines d'hommes forts à l'aise, influents et respectés. Ce groupe puissant est sans doute américain d'abord; mais il garde un profond attachement sentimental à ses origines. Et j'ai vu en mainte cérémonie officielle, en mainte réunion publique, des politiciens yankees très avisés se ménager des succès électoraux en faisant, devant des auditoires franco-américains, l'éloge de la France.

Un grand journal de Montréal publie à l'intention de la Nouvelle-Angleterre une édition quotidienne qui compte, paraît-il, 38,000 abonnés. Cela surpasse, et d'extrême loin, le tirage du plus luxueux des quotidiens locaux de la presse franco-américaine. Il n'y a pourtant pas de raisons pour qu'un journal franco-américain n'atteigne pas un tirage de même ordre. Il lui suffirait seulement de pouvoir compter sur un minimum de ressources qu'aucun d'eux ne possède aujourd'hui.

En attendant que se réalise — si jamais il se réalise — le rêve d'un grand journal français rayonnant sur toute la Nouvelle-Angleterre, il faut rendre hommage à la presse existante. Avec les moyens restreints dont elle dispose, elle accomplit des prodiges. Ses sacrifices et ses obscurs dévouements lui vaudront sans doute de survivre encore longtemps.

Deux gais lurons

Après quelques aventures amoureuses dont le retentissement à Hollywood incita Mary Pickford, sa femme, à demander le divorce, Douglas Fairbanks revient sur le terrain de ses exploits... cinématographiques. On annonce la prochaine réconciliation des époux: tout va finir dans un baiser. Doug et Mary assisteront même à un mariage, celui d'un ami, Joseph Schenck, avec une actrice anglaise, Merle Oberon.

Les aventures de Fairbanks à l'écran sont intéressantes comme les romans d'Alexandre Dumas: beaucoup de ficelles, du mouvement et du je-m'en-foutisme. La vie privée de Fairbanks ressemble aussi à celle de Dumas: le romancier et l'acteur ont voyagé, leurs aventures ont défrayé les chroniques et amusé bien du monde. Il n'y a que Mary Pickford à ne pas trouver ça drôle. Somme toute, deux gais lurons plus difficiles à imiter qu'à critiquer. — D. D.

HA. 5111-3

HECTOR MACKAY

avocat

Docteur en droit (Paris)
Immeuble « Stars » — 221, rue St-Jacques



UNE SESSION DE LA COUR DU BANC DU ROI.

ayant juridiction criminelle dans et pour le district de Montréal, se tiendra au Palais de Justice, en la Cité de Montréal, le

LUNDI, 10 SEPTEMBRE PROCHAIN, A DIX HEURES DU MATIN.

En conséquence, je donne avis public à tous ceux qui auront à poursuivre aucune personne maintenant détenue dans la prison commune de ce district et à toutes les autres personnes qu'elles y soient présentes. Je donne avis aussi à tous les juges de paix, coroners et agents de la paix pour le district susdit, qu'ils aient à s'y trouver avec tous les records.

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

Montréal, 18 août 1934.
Bureau du Shérif.

Économies américaine et canadienne

Le problème rural québécois excepté, notre situation économique ressemble en tout point à celle des Etats-Unis. Montréal, comme New-York, par exemple, se trouve aux prises avec un chômage endémique. Avec cette différence, toutefois, que dans la grande ville américaine il y a 400,000 familles qui vivent du secours direct. En dépit des « codes », des plans, tous plus mirifiques les uns que les autres, le chômage continue de s'étendre aux Etats-Unis. Il en est de même ici encore malgré tous nos efforts pour le réduire.

La question angoissante des chemins de fer dans notre pays n'est pas sans analogie avec celle de nos voisins. Les compagnies américaines de transport se plaignent beaucoup des conditions défavorables dans lesquelles se fait l'exploitation. L'élévation des salaires, et les prix plus élevés des matières premières employées à la construction et à l'entretien des voies et des voitures, voilà les deux principaux arguments invoqués par les compagnies de chemins de fer pour réclamer une hausse de leurs tarifs. Voilà qui n'arrangera certes pas les affaires des industriels, des marchands et, par voie de conséquence, de tout le pays. La situation de nos propres réseaux montre à l'évidence la nécessité pour un pays d'avoir des chemins de fer qui ne soient pas exploités à perte. Les tarifs de transport, que ce soit par terre ou par eau, influent considérablement sur la vie économique d'un pays. En Angleterre, par exemple, où le prix des billets de chemins de fer était trop élevé pour les petites bourses, les compagnies ont créé un système grâce auquel les Londoniens peuvent, en semaine, visiter une région avoisinante pour un prix modique. Résultats: augmentation du trafic et des recettes. C'est là un exemple dont nous devrions nous inspirer. Plutôt que de nous engager dans l'aventure dangereuse d'une fusion de nos réseaux, une réduction raisonnable des tarifs de chemins de fer, en stimulant notre vie économique, ferait plus, pour supprimer le chômage, que tous les millions de « secours directs ».

Jean-Marie NADEAU

En vous assurant à Le *Sanctuaire*, vous protégez votre famille contre les éventualités de la vie, tout en suivant l'adage de Cartier: « Travaillons pour le maintien de nos institutions. » 152, rue Notre-Dame à Montréal. (r-h)

Au Vatican

Le pape a nommé directeur de la station de radio du Vatican, en remplacement du Père Gianfranceschi, le Père Filippo Soccori, de la Compagnie de Jésus, auteur de nombreux ouvrages scientifiques.

« Votre téléphone a la valeur que vous lui donnez. »

Le téléphone, c'est la voix de tous vos amis. Si grande soit la distance qui vous sépare, il vous met à portée de leur voix. Sa valeur ne s'estime pas plus en dollars que la valeur de leur amitié.

BUVEZ

LA BIÈRE

Dow

OLD STOCK

PRIME PAR LA FORCE ET PAR LA QUALITÉ

La singlière figure de M. Giovanni Papini

(De SEPT du 11 août)

Les auteurs ne ressemblent pas toujours à leurs livres: c'est une vérité vieille comme le monde et dont les critiques devraient être plus pénétrés que n'importe qui. Je n'en éprouvai pas moins une profonde surprise certain jour d'avril 1906, où une aimable invitation de Giuseppe Prezzolini me réunît à son ami Giovanni Papini, sous la tonnelle d'un restaurant champêtre, à Seltignano. Combien le fougueux Gianfalco du Lemando ne différait-il pas de l'idée qu'on s'en faisait par ses écrits! Ce bretteur acharné, ce spadassin d'idées était alors un grand garçon dégingandé et gauche, timide et doux. Il faisait preuve, dans sa conversation, d'une extrême politesse et d'une prudence extrême. Je crois bien qu'il ne me contredit pas une seule fois. M. Alberto Viviani, un disciple qui vient de lui consacrer, sous le titre de *Gianfalco*, une intéressante biographie, laisse entendre qu'il se montrait toujours aux étrangers sous cet aspect si peu conforme à son vrai tempérament. Gianfalco ne se révélait sous son vrai jour de polémiste à tout crin qu'à ses intimes et dans ses livres. Son enfance avait été singulièrement triste et solitaire. Giovanni Papini ne connut point les joies d'une vie de famille régulière et tendre, il ne comptait aucun ami parmi les collégiens de son âge. Ses débuts dans la vie ne furent donc pas de nature à corriger son esprit, mûri avant l'âge par la lecture, et la réflexion, instinctivement porté, d'ailleurs, à la révolte et au pessimisme.

Ce rebelle assagi qui devait écrire au lendemain de la guerre cette *Histoire du Christ* qui l'a rendu célèbre dans le monde entier, avait été élevé par un père farouchement hostile à la religion. Cet ancien garibaldien, cet ennemi acharné du Pape et de l'Eglise, avait décrié que son fils Giovanni n'assisterait pas aux leçons d'histoire sainte portées au programme de son collège florentin. La loi donnait, en effet, aux pères de famille le droit d'en user ainsi. Aussi, deux fois par semaine, le petit Giovanni quittait-il la classe à grand fracas tandis qu'y pénétrait le prêtre chargé de l'enseignement religieux. Le collègue en rupture de ban n'était suivi dans son exode que par un seul de ses camarades, un écolier de religion juive. — « Tu es donc protestant? fit celui-ci la première fois où les deux transfuges se trouvèrent ensemble dans le corridor. — Non, répondit Gianfalco, je ne suis pas protestant. — Serais-tu excommunié? — Non, je ne suis pas excommunié. — Pourquoi donc n'assistes-tu pas à la leçon du prêtre catholique? — Parce que mon père est athée. — Qu'est-ce que cela veut dire? — Cela veut dire que mon père ne croit à rien. » Le collègue juif jeta sur son camarade censement chrétien un regard inquiet et, ce jour-là, ils n'en dirent pas davantage sur ce sujet pénible.

Papini ne suivit pas l'auteur de ses jours dans l'anticléricalisme aveugle et militant où celui-ci se plaisait, mais ses ouvrages de pamphlétaire-philosophe le montrent fort hostile aux principes chrétiens jusqu'au lendemain de la grande guerre. Tout jeune, il tenait pour démontrée, de son propre aveu, « la canaille des hommes ». Désespéré, il ne voulait point être consolé. Il ne voulait surtout pas des consolations que peut donner la foi qu'il repoussait comme une faiblesse. Farouchement replié sur lui-même, il se complaisait dans l'idée qu'il n'était si malheureux que parce qu'il était clairvoyant: « J'étais pâle, a-t-il écrit dans une page où il évoque son enfance, et mon mécontentement se lisait sur mon visage. Je sentais que nul ne m'aimait et que nul ne pouvait m'aimer. » Il s'était nourri, quand il n'était qu'un gamin, de l'*Eloge de la folie* d'Erasmus. Et cette lecture avait confirmé son goût naturel pour le paradoxe. Il rencontra ensuite sur son chemin Max Stirner, dont la doctrine flattait ses instincts anarchistes. Il traversa une période pragmatiste qui lui inspira des livres ingénieux, vivants, d'une verve étincelante. Car si Gianfalco n'est pas un penseur très profond, il est un fort habile écrivain. Il est aussi un grand poète et peut-être quelques-uns de ses morceaux lyriques survivront-ils à sa prose.

Son nom reste lié au mouvement d'idées qui ranima l'Italie à la veille de la guerre, remit en honneur chez elle le patriotisme et même le nationalisme et contribua ensuite à l'avènement du fascisme. On trouve dans le *Lemando* et la *Voce*, qui comptèrent Gianfalco parmi leurs principaux collaborateurs (le *Lemando* fut proprement fondé par lui), l'écho de ces doctrines, alors officieuses, aujourd'hui publiquement reconnues dans l'Italie de M. Mussolini. C'est, d'ailleurs, aux *Cahiers de la Voce* que celui qui devait être un jour le *Duce*, et qui n'était alors qu'un débutant encore inconnu, publia son livre: *Il Trentino visto da un socialista*. La *Voce* ne craignait pas de faire entendre des accents socialistes, mais Papini s'était proclamé pour son compte, dans son manifeste initial, païen, individualiste et idéaliste à la fois. Il était ceci ou cela, suivant le sujet qu'il s'agissait de traiter ou l'idole qu'il fallait démolir. C'est aussi bien dans ces duels d'idées que Gianfalco, timide dans le tête-à-tête et tout débordant d'audace en face d'une page blanche, a donné toute sa mesure. Le *Crépuscule des philosophes*, qui est le plus violent et le plus injuste de ses livres, ne serait-il pas aussi le plus réussi dans son genre?

L'*Histoire du Christ* n'est elle-même si vivante et, par moments, si émouvante, que parce que l'auteur l'a conçue comme un ouvrage de polémique. Papini avait traversé une crise d'internationalisme au lendemain de la guerre. Le chauvinisme aveugle dont il s'était fait précédemment le champion avait fini par l'écoeurer. La victoire n'avait pas donné ce qu'il avait espéré. Le monde entier, l'Italie elle-même souffraient plus que jamais d'un malaise indicible, d'un incurable *oedem vitae*. Un éclair traversa l'esprit de Gianfalco: « Si le monde civilisé tentait enfin, après deux mille ans, de devenir vraiment chrétien? » Papini se plongea dans la lecture et la méditation des Évangiles. C'est ainsi qu'il trouva, d'après M. Alberto Viviani, son chemin de Damas. Son biographe s'efforce de démontrer que

cette conversion couronna logiquement toutes les espérances précédentes. Au fond, Papini avait toujours été virtuellement chrétien. C'est une thèse assez difficile à soutenir. J'observe, d'ailleurs, que M. Alberto Viviani ne souffle mot de certains écrits publiés depuis lors, et qui tendraient à prouver que M. Papini n'a pas aussi complètement dépourvu le vieil homme que son panégyriste voudrait le faire croire. Gianfalco du *Leonardo* à la vie dure. M. Papini, converti, assagi, soucieux, semble-t-il, de se montrer humble, charitable, et vraiment chrétien, n'y réussit pas toujours.

Maurice MURET,
de l'Institut.

Le premier mai et Wotan

L'ARBEITERTUM, organe officiel du Front du travail en Allemagne, consacrait récemment un article au premier mai. Il faisait l'historique de cette fête du prolétariat international et s'efforçait de démontrer que les socialistes en avaient volé l'idée aux anciens Germains... D'après le journal hitlérien, l'habitude des travailleurs de célébrer le premier mai « vient directement de Wotan, dieu du ciel, source de toute culture, dieu de l'art militaire, des sciences et des arts ». Les ouvriers allemands n'ont donc pas à s'émouvoir. La vénérable tradition ne peut être profanée du fait que les marxistes se la sont indûment appropriée.

Depuis longtemps Birks est reconnu pour ses travaux soignés d'impressions: il est même spécialisé dans les faire-part, invitations et prix sur demande. 1210, Square Phillips, Tél. LA 5121. (4-2)

Le Comité canadien du IV^e Centenaire

Les messieurs dont les noms suivent ont élaboré le programme des fêtes canadiennes en l'honneur de Jacques Cartier. Il n'est pas inutile de rappeler ici le travail intelligent qu'ils ont fait pour recevoir avec éclat la délégation française:

Présidents d'honneur: Son Excellence Mgr Georges Gauthier, M. Camilien Houde, Milord John C. Farthing; **vice-présidents d'honneur:** M. le juge R. A. E. Greenshields, MM. Jean-Marie Savignac, J.-C. Newman; **président:** M. Victor Morin; **vice-présidents:** MM. Wilfrid Bovey, Aegidius Fauteux; **secrétaire:** M. Jean Saint-Germain; **sous-secrétaire:** M. Léo L'Espérance; **trésorier:** M. Ernest Guimont. **Membres du Co-**

mité: MM. Charles-P. Beaubien, C. H. Cahan, Alfred Duranleau, Raoul Dandurand, J.-H. Rainville, Honoré Mercier, Athanase David, André Fauteux, E. Fabre-Surveyer, Mgr A.-V.-J. Piette, M. l'abbé O. Maurault, MM. Francis Fauteux, Léon Trépanier, Henry-L. Auger, Alphonse Raymond, François de Martigny, Victor Doré, Edouard Montpetit, Henry W. Morgan, Philéas Paré, Marcel Nougier, Ernest Tétreau, Alfred Tarut, Georges-R. Brunet, W. D. Lighthall, Eudore Dubeau, J.-B. Lagacé, G.-A. Neilson, Emile Vaillancourt, T.-G. Morgan, Maréchal Nantel, C.-B. Price, Guy Vanier, Albert Rioux, Eric Reford, Louis Labelle, Jean Perreault, A. Beaugrand-Champagne, Lionel Leroux, Jean Bruchési, J.-P. Malo.

Comité de réception des dames: Mesdames Athanase David, Honoré Mercier, Alfred Thibodeau, R.-S.-W. Allen, Albert Dupuis, Léon Mercier-Gouin, François de Martigny, C.-K. Russell, Albert de Lorimier, Madeleine

Huguenin, L.-G. Beaubien, Henry Joseph, Leslie Bell; Mlles Henriette Bourque, Elizabeth Monk, Marie-Claire Daveluy, Idola Saint-Jean.

Une nouvelle vente de chefs-d'œuvre en U. R. S. S.

Les dépêches d'Europe annoncent que la direction des Beaux-Arts, en U. R. S. S., a de nouveau mis en vente des tableaux appartenant au fameux musée de l'Ermitage. On note la vente d'un Thomas Keisers, de deux Bourgeois et du portrait de Charles III d'Espagne, chef-d'œuvre de Terne. Cette dernière peinture est acquise par le Prado de Madrid. Mais le clou de la vente a été naturellement la célèbre *Madone de Raphaël*, dite d'Alba, achetée par le trop fameux Mellon pour 1,500,000 dollars. On croit savoir que les ventes d'autres chefs-d'œuvre, appartenant aux musées de deux capitales soviétiques, aura lieu au cours de l'été.

MONTREAL LIGHT HEAT & POWER CONSOLIDATED



Montréal, le 27 août 1934.

• Cette lettre ouverte fait partie d'une série publiée au sujet du service d'électricité

SUBJET: "Frais individuels" facteur important

A nos abonnés:

Même les plus entêtés parmi les critiques qui s'en prennent aux tarifs d'électricité admettent l'existence de frais qui n'ont aucun rapport avec le nombre des kilowatt-heures utilisés et dont il faut tenir compte en préparant une juste formule de tarifs.

Ces frais sont sensiblement les mêmes pour chaque abonné domiciliaire. Il faut, par exemple, brancher un raccordement sur le réseau de distribution et installer des fils entre la ligne de distribution dans la rue et les fils dans le local de l'abonné. Tout cela comporte une dépense de main-d'œuvre, de matériaux, d'entretien, de réparation et de remplacement... spécialement dans le but de fournir la commodité à chaque abonné en particulier.

La demande d'électricité varie de jour en jour et de mois en mois. Il faut donc mesurer la consommation, et installer à cet effet un compteur à l'usage exclusif de chaque abonné.

COMPTEURS, FACTURES, COMPTABILITÉ, ETC.

Les compteurs mis en service chez les abonnés mesurent la consommation en kilowatt-heures avec autant de précision qu'une bonne montre qui tient le temps. Et cependant, l'Etat exige en plus que ces compteurs soient soumis périodiquement au Bureau d'Inspection des Services de Gaz et d'Electricité du Ministère du Commerce pour assurer une précision absolue. D'où des dépenses qui doivent être récupérées à même le revenu.

A part le coût initial du compteur et le coût de l'enlèvement et du remplacement périodique, il y a les frais de nettoyage, d'étalonnage, et de réparation, les droits d'inspection et le coût du remplacement éventuel de l'appareil.

Il faut faire le relevé de chaque compteur à intervalles réguliers pour facturer le montant d'électricité dépensé par chaque abonné en particulier. Et naturellement le coût du relevé de compteur est le même, que le cadran marque 10 ou 1,000 kilowatt-heures... et il en coûte autant pour émettre la facture dans un cas que dans l'autre.

Il est aussi évident que les dépenses que comportent les dossiers des clients, le calcul, la préparation et l'émission des factures, la comptabilité et la correspondance s'y rapportant, la perception, la tenue des livres et les frais généraux de bureau, sont les mêmes pour chaque abonné, quelle que soit sa consommation.

Et il y a aussi les frais d'administration, les assurances, les impôts, les frais de papeterie et le salaire du personnel nécessaire pour traiter avec chaque abonné en tant qu'individu.

A Montréal, chaque année, plus de 85,000 familles démangent. Chaque cas demande à être traité individuellement. Il faut des relevés de compteur spéciaux et des factures spéciales. Il est indispensable qu'un personnel suffisant d'employés compétents soit toujours disponible pour répondre aux appels de service, réparer les déficiences, établir un contact avec chaque abonné à la satisfaction de celui-ci.

Toutes ces dépenses constantes qui n'ont aucun rapport avec les facilités requises pour rencontrer la demande d'électricité des abonnés ni avec le nombre des kilowatt-heures utilisés, doivent de toute évidence être défrayées par chaque abonné, si l'on veut établir une formule juste et équitable de tarifs.

PRATIQUE DÉJÀ RECONNUE

Même dans les formules de tarifs tant pronées par ceux qui critiquent le plus les tarifs d'électricité, on reconnaît qu'il faut en toute justice récupérer les FRAIS INDIVIDUELS ou imputables à chaque abonné. Par exemple, dans la plupart des localités de la province d'Ontario, notre voisine, on impose à chaque abonné une "mensualité de service" de 33 à 66 cents brut, suivant la capacité raccordée dans chaque demeure.

Dans d'autres localités comme à Toronto, on s'efforce de répartir équitablement les FRAIS INDIVIDUELS suivant la demande possible de l'abonné en imposant une "mensualité de service" de 3 cents par 100 pieds carrés de superficie de plancher. La "mensualité de service" ainsi exigée de chaque abonné à Toronto varie entre un minimum de 30 cents et un maximum de 90 cents brut.

Avec ces modes de "mensualité de service" et en plus une "facture minimum" brute allant de 83 cents à \$2.00 par abonné par mois, on est pratiquement assuré que chaque abonné paiera au moins la plus grosse partie des FRAIS INDIVIDUELS que comporte le fait d'être branché sur le réseau quelles que soient la mesure où il utilise son service ou sa consommation en kilowatt-heures.

Comme chacun le comprendra, tous les frais pour fournir et maintenir un bon service d'électricité doivent être récupérés à même les recettes dans tout service électrique qui veut subsister par lui-même et rester solvable.

Il va de soi, plus forte sera la proportion des frais fixes et individuels défrayés par une "mensualité de service", incorporés dans une "facture minimum", ou récupérés dans le montant payé pour un bloc initial de kilowatt-heures, plus les tarifs par kilowatt-heure d'électricité utilisée pourront être bas.

Montreal Light Heat & Power Consolidated

• Une autre lettre de la série paraîtra dans ce journal la semaine prochaine



130-F

Un cent dépensé en électricité à Montréal procure à la famille plus de confort et d'agrément qu'un cent dépensé pour tout autre service ou marchandise... de plus, si nous pouvons mettre à exécution notre projet de diminution de tarif, reprenant ainsi la pratique établie par la compagnie, le pouvoir d'achat du cent électrique accusera une augmentation progressive substantielle

Le long du Saint-Laurent

(Du FIGARO du 18 août)

En France, tout est à hauteur d'homme; au Canada, tout est immense. La France y tiendrait dix-huit fois; on la noierait presque dans un de ses lacs.

Le vestibule — le golfe Saint-Laurent — est une mer intérieure encerclée de sommets. L'Océan, si bon marin qu'on soit, c'est tout de même une longue inquiétude : on goûte ici le repos de la terre invisible. Elle paraît et disparaît, rigide et bleue comme la falaise d'Angleterre aperçue de Dieppe. On la voit assez pour la peupler, en imagination. Elle nous ramène à l'homme.

Aujourd'hui, c'est Jacques Cartier. Tout d'abord, nous ne l'accompagnons pas dans sa découverte, nous entrons par où il est sorti. Dans un « habile » de la côte océanique de Terre-Neuve, au nord-est de Saint-Pierre-et-Miquelon, à la fin de ses deux derniers voyages, il prit « eauts et boys » pour retourner en France et fit voir à Roberval « les faux diamants du Canada ».

Depuis l'île Saint-Jean, devenue l'île du Prince-Edouard, nous participons à la grande aventure, les yeux dans les yeux du découvreur; et jusqu'à Québec, jusqu'à Montréal, nous ne l'abandonnerons plus.

Jacques Cartier a contourné l'extrémité nord de l'île Saint-Jean. Il en dit beaucoup de bien, n'ayant guère contemplé, avant d'y atteindre, que les caps dénudés de la « terre que Dieu réserva à Caïn », ou de rochers peuplés d'oiseaux. « Toute ycelle terre, écrit-il, est basse et unye, la plus belle qu'il soit possible de voir, et plaine de beaux arbres et prairies ». Magie des vastes horizons ! Cartier a déjà ce qu'on appellerait aujourd'hui le complexe américain : le fleuve est le plus grand que l'on ait vu; les oiseaux si nombreux qu'un navire en chargerait sans qu'il y parût; la terre surtout est toujours « la plus belle qui soit ». — expression qui marque la limite d'une admiration naïve ou voulue, et dont l'orthographe seule varie au cours de « Brief récit et narration ».

L'Indien, dans sa langue imagée, appelait l'île Saint-Jean « le berceau sur les flots ». Un rebord de grès rouge; une généreuse végétation. Nous n'y pénétrons pas. Quelques heures seulement dans une petite capitale au nom de femme: *Charlottetown*. Le temps de jeter un coup d'œil sur la table où fut discutée, en 1864, — pays jeune ! — l'idée de la Confédération des provinces canadiennes. L'éloquence officielle nous dira sans doute les richesses de l'île: agriculture, pêcheries, renardières; et ne manquera pas d'ajouter que treize mille Acadiens, treize mille Français, y habitent. Consentira-t-elle à reconnaître que, parmi la régression générale, ce nombre augmente et qu'il est comme agrippé au nord, la même où toucha Jacques Cartier ? Peut-être. L'invitation transmise au Comité national de France ne comporte-t-elle pas ces mots: « Vos compatriotes seraient ravis de vous voir » ?

La terre se dérobe de nouveau; nous naviguons dans une mer truquée. On comprend, devant la porte large ouverte de la Baie des Chaleurs que Cartier s'y soit engagé pour chercher le fameux « passage » vers les Indes. Il a jeté un nom sur une pointe de l'île Miscou: le cap Espérance. Il a fallu trois cents ans à cette espérance pour se réaliser; mais elle s'est réalisée. Des hommes parlant la langue de Cartier ont atteint le Pacifique. Ainsi la France indique d'une idée les conquêtes que d'autres accomplissent. Longera-t-on l'île Bonnavent pour, d'un coup de sirène, agiter des milliers d'oiseaux, spectacle qui faisait la joie du découvreur ? Verons-nous les falaises gothiques de Percé, son décor wagnérien ? — A coup sûr, nous touchons Gaspé.

Retour de la destinée: pour nous, Canadiens français, le pèlerinage Cartier, c'est Saint-Malo, Paramé, Limouloù; pour un Français, c'est Gaspé. Là, en juillet 1534, le Malouin éleva une croix et dessus un « écriteau en boys, engravé en grosse lettre de forme où il avait: VIVE LE ROI DE FRANCE ». Le bois est tombé depuis longtemps; le manuscrit porte encore ces majuscules.

Gaspé repose au fond d'un petit fjord agréable; au confluent de deux rivières.

Méfiez-vous de vos yeux d'Européens, encore emplies du départ, des falaises du Havre et du délicieux Honfleur. Ils doivent se résoudre à voir neuf. Ici, tout est de colonisation récente. Une vie dure, entre le sol, la forêt et la mer. Et pourtant, un évêché, un collège, des écoles, des hôpitaux. Comme les choses changent peu pour ceux qui gardent l'inquiétude du génie français: Québec à ses débuts, de 1608 à 1635, n'était pas autrement que ce coin de pays où persiste sa tradition.

Je souhaite qu'il y ait du soleil, un « grand » soleil, sur la journée de fleuve qui va suivre. Quel repos, cette côte gaspésienne, striée de vallées profondes, au bout desquelles se blottissent des hameaux de noms français: *Rivière Madeleine, Sainte-Anne des Monts, Cap Chat, Matane*, et, pour marquer la fin de la navigation océanique, la *Pointe au Père*. Puis, la litanie des baptêmes que fit Cartier. Les îles surtout qui redissent l'amusante impression d'un moment: *l'île aux Lièvres, l'île aux Coudres, l'île de Bacchus*, dont on a fait, plus respectueusement, l'île d'Orléans — celle-ci, un joyau pour nous, type resté pur depuis la première empreinte.

Québec enfin, que Gabriel Hanotaux appelait hier « le reliquaire du Canada français », enchassé dans un cercle de montagnes; la ligne haute des Laurentides qui s'achève dans le fleuve, au Cap Tourmente, dernier pan de la scène où prit place la bataille finale; le rocher tourmenté qui soutient la ville; le fond fuyant des Appalaches. Des toits — ils disparaissent en Amérique — et des clochers. La Cathédrale, au portail simple; le Palais de Justice, qui protège nos lois françaises; le Parlement, plus haut, sur une colline, où commande notre langue; et, sur l'Université, cette lanterne que l'on dirait détachée du Louvre.

Désormais, le chemin de fer ou l'auto nous conduiront plus au cœur de l'Amérique. Nous suivrons la vallée laurentienne aux mille traits français: les clochers surmontés du coq gaulois; la maison bretonne au toit incliné; la terre morcelée de clôtures, comme on en voit en Normandie; le bosquet, qui persiste ici et là, comme une ressemblance; et la longue suite des « villages » ou des « rangs » où les Canadiens français se sont groupés pour durer.

Montréal marque le terme du pèlerinage. Là, Cartier aussi s'arrêta pour lire aux tribus étonnées les premières lignes de l'Évangile selon saint Jean. J'éprouve une sorte de regret à la pensée que la Mission va connaître d'abord le Canada français avant de se livrer à l'étrange vision des audaces américaines. Elle vient tellement de France! Ces maisons hautes, qui bordent le rocher de Québec, lui apparaissent-elles, comme à nous, détachées de la côte normande? Ces rues étroites lui rappelleront-elles Angoulême, Poitiers ou Honfleur? Ces figures, les a-t-elle rencontrées quelque part dans un coin de province? Ces noms, les a-t-elle entendus au cours d'un voyage dans la France de l'Ouest?

Ce serait autre chose, si elle revenait des États-Unis au Canada français. Mon ami Raoul Blanchard en a fait l'expérience.

Ce que l'itinéraire d'une croisière ne peut pas faire, le temps et la perspective — nécessaires à toute vérité — le feront. Quand la Mission sera revenue, elle se dira d'abord sa joie de retrouver la France, le patelin — fût-ce Paris! — le foyer, avec l'irremplaçable intimité de ses choses; puis elle refera son voyage, pour le décanter... Elle effacera le gratte-ciel, avec lequel seule une longue pratique familiarise, la profusion des ampoules, les divagations du métal, la promiscuité du bitume, le niveau de la standardisation, pour retrouver, avec quelque douceur, au fond de son souvenir, la fidélité touchante de mon pays.

Edouard MONTPETIT

L'ORDRE est édité par les Éditions de l'Ordre limitée (cette bouffonne désignation est imposée par le seul gouvernement français d'Amérique) et imprimé par la Cie de Publication de la Patrie limitée. 180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

Le retour aux Ersatz

VOUS qui vivez en un pays où toutes les commodités de la vie abondent, où il n'y a qu'à jeter une ligne à l'eau pour en retirer un poisson ou à tirer un coup de fusil pour abattre du gibier, où la forêt est immense et où le sol est infiniment riche, où la terre des plaines est tellement grasse qu'elle pourrait alimenter en blé tout le continent, vous ne savez pas ce que c'est que l'Ersatz, l'omniprésent Ersatz qui régnait en maître pendant la guerre. Tant mieux pour vous, vous qui n'avez pas connu ces jours où la saccharine remplaçait « avantageusement » le sucre, où l'on incorporait au pain de la sciure de bois et où l'on faisait du tabac « naturel » avec des feuilles de chêne, à moins que ce ne fût avec de l'écorce d'arbre. Vous n'avez pas connu les joissances de siroter une tasse de café éminemment toxique et d'ailleurs d'un goût affreux, vous n'avez pas démolé votre système digestif pour le restant de vos jours, vous n'avez pas distillé joyeusement du xylène en grillant des cigarettes. En un mot, vous n'avez pas connu l'Ersatz multiforme que la vieille Europe a connu. Ce dont je vous félicite. C'est pourquoi vous ne pouvez comprendre le petit frisson qui a passé sur l'échine des Allemands, lorsqu'on leur a déclaré que pour sauver la patrie en danger, il fallait revenir aux pratiques « gastronomiques » de la guerre.

Les éminents dirigeants du Reich, réunis en conclave, ayant examiné de près la situation économique, se sont rendu compte qu'ils étaient arrivés au fond du sac. La situation économique de l'Allemagne est devenue très sérieuse. Le reste du monde commence à en avoir assez de vendre outre-Rhin sans pouvoir jamais se faire payer; mais d'autre part, la Germanie, ployant sous le fardeau des dépenses de propagande, de réarmement, d'entretien de bourgeois et de sodomites, n'a plus les moyens d'acheter argent comptant les matières premières indispensables à son industrie. Il n'y a donc qu'une solution possible (aux yeux des Allemands, bien entendu), c'est de « fabriquer » ces matières premières, c'est-à-dire de faire des Ersatz, des produits synthétiques. Et comme les Allemands s'y entendent en matière de chimie, on va voir apparaître du caoutchouc, du pétrole et du coton artificiels. On peut aller très loin dans cette voie, depuis les confitures extraites de la vaseline jusqu'au café extrait du jus de chaussettes.

Les Allemands ont trouvé, en l'an de grâce 1934, le moyen de se libérer de la « tyrannie » étrangère. Ils ont trouvé dans le pastiche de Mirbeau (voir à la manière de... par Muller et Reboux) toutes les indications utiles pour parler à la crise qui les menace. Toujours systématiques, les Allemands utilisent industriellement les cadavres de leurs concitoyens, en attendant qu'une petite guerre leur permette de se servir de ceux de leurs adversaires.

Ils feront des cordes et des rembourrages de matelas avec des cheveux de vieilles filles, et des reliures avec la peau du dos. Pour remplacer les cruches dans les chambres de casernes, l'administration militaire se servira d'anciens politiciens. Les touches d'ivoire des pianos se feront avec des dents blanches, et les bémols avec des dents squelettes, auront leur emploi tout trouvé et les vessies serviront de lanternes. L'espace me manque pour décrire tous les usages auxquels peuvent servir des corps qui, de leur vivant, ne servaient souvent à rien. Depuis la graisse humaine désodorisée jusqu'à ce que vous savez, la liste est longue. Je laisse à d'autres le soin de la dresser.

L'Allemagne est libérée de la « tyrannie » étrangère! Vive l'Ersatz! On exploitera les cadavres! Telle est la grande décision à laquelle se sont arrêtés ces messieurs du Reich qui viennent de prendre leur purge de sang, ce qui leur a évidemment éclairé l'esprit. Le HURON

REVUE DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE

La pensée et les jeux

Avant l'époque de la décadence, les jeux et la poésie d'Athènes allaient de concert comme des frères jumeaux. Les plus belles pages de la littérature grecque, d'Homère à Philostrate, sont vouées à la louange des jeux. Notre temps montre pour les sports un enthousiasme qui n'a d'égal que celui des anciens, sauf que le sport s'est séparé, une fois pour toutes, de la poésie et des arts. Il y a pourtant correspondance entre athlétisme et gymnastique intellectuelle. Récemment, à Paris, un élève de l'École normale supérieure, Raymond Boisset, a battu le record de France des 400 mètres. M. Thierry-Maulnier commente cette prouesse au FIGARO :

Non seulement la prouesse de Raymond Boisset nous prouvait une fois de plus que l'intellectuel, loin d'être défavorisé devant le manuel dans l'effort physique, doit peut-être, grâce à sa supériorité dans les méthodes d'entraînement et dans la tactique, à sa finesse, à sa plus grande capacité de dépense nerveuse, s'y montrer supérieur, et nous montrait ainsi que l'intelligence et la culture, jusque dans l'effort des muscles, ont leur rôle et leur efficacité. Mais encore, elle pouvait satisfaire particulièrement quelques-uns des prédécesseurs du jeune champion de France dans la vénérable et poussiéreuse maison qu'il vient d'illustrer de façon inattendue.

Allons, tant mieux ! Finie, la légende des intellectuels palots et voutés, avec de la chassie aux paupières et des rougeurs phthisiques aux joues !

Camouflage hitlérien

Les dépêches nous apprennent ces jours-ci que l'Allemagne « tend le rameau d'olivier à la France ». Rien d'étonnant. Hitler a besoin de l'Europe pour renflouer l'économie du IIIe Reich. Dans quelques jours, vous verrez que M. Schacht tiendra le terrain pour faire consentir des prêts à la Reichsbank. La politique extérieure de l'Allemagne s'adoucira; l'Héroïque de Brethoven s'éteindra dans un lied d'amour; Hitler cesse de chevaucher Thor et Wotan, trouvant plus digne de ressusciter Loehgrin. Ah ! la belle comédie allemande ! La France va se demander s'il existe un homme du nom d'Hitler et un livre qui s'intitule MEIN KAMPF; si M. Steed n'a pas rêvé; si Ewald Banse a vraiment écrit sur la guerre bactériologique; si les affaires d'espionnage nazi en Sarre ne sont pas des pots de journaux; si l'Allemagne eut jamais à sa tête un Stresemann ou un Bethman-Hollweg... La presse de Blum ouvre les bras à Hitler, mais non la presse libre et française.

Au FIGARO, l'Américain nationaliste François W. Morton-Fullerton, ne voit que tricherie dans le discours de Tannenberg :

Il ne faut y voir que l'écho d'un langage employé, sous le sceau du secret, dans les Instructions adressées aux agents de la Propagande allemande à l'étranger, et qui ne nous dit rien qui vaille : « Quel avantage pourrait-il y avoir à vouloir seulement nous aveugler, en disant que l'Allemagne n'a pas besoin de beaucoup de temps avant d'être vraiment prête à faire la guerre, et que, pour l'instant, même y compris toutes les précautions qui ne sont pas officielles, elle pourrait probablement résister à l'assaut combiné de ses récents ennemis ? »

M. Hitler, a-t-il supprimé, aux étalages des librairies du Reich, les exemplaires du livre dont il défend la publication en français et dont il n'a autorisé une version anglaise que sous une forme savamment arrangée afin de dupier les lecteurs anglais, en élaguant environ deux tiers des 781 pages du volume original et en ne conservant que les passages qui ne feront pas une impression trop mauvaise sur le public anglais ? Aussi longtemps que l'auteur de Ma lutte répugnera à faire amende honorable, en mettant son livre au pilori, il ne rencontrera que le scepticisme salutaire du monde menacé.

Pour la France, c'est une affaire de vie ou de mort. « Ecoutez Delcassé ! » dit Morton-Fullerton en citant une page écrite à trente ans par celui qui devait devenir ministre des Affaires étrangères. Même avertissement, à 1934, sous la plume de M. Wickham Steed : « Sans qu'il faille s'alarmer outre mesure, on croit que les gouvernements et les peuples feront bien de rester sur leurs gardes. » L'OBSERVATEUR ROMANO, organe du Vatican, fait observer que, malgré sa situation économique alar-

mante, l'Allemagne a trouvé le moyen de tripler son budget de l'aviation ». Ces paroles sont à retenir. Dans ces conditions, les protestations pacifiques d'Adolf Hitler sont un formidable camouflage des buts de guerre de l'Allemagne. Au DAILY MAIL (Londres), M. Ward Price se demande si l'assassinat hitlérien de Dollfuss n'est pas un nouveau Serajevo :

La France, écrit-il, craint la guerre, mais ne craint pas à l'heure actuelle, l'Allemagne. La France se trouve pour l'instant au point maximum de sa force militaire. Le gouvernement de Paris ne fera jamais une guerre d'agression à l'Allemagne; mais des hostilités pourraient éclater si le Reich tentait de réoccuper la Sarre, ou même si le plébiscite de janvier prochain aboutissait à un verdict en sa faveur sans que Berlin versât au préalable à la France la valeur en espèces des mines sarroises et des captifs que la France y a placés.

Par ailleurs, la France participerait à toute guerre provoquée par une agression allemande contre une puissance occidentale quelconque, car elle est convaincue qu'elle serait la première à être attaquée dans le cas d'une victoire du Reich.

La France offre au gouvernement britannique la perspective de cet appui dans l'éventualité d'une agression allemande en Europe. En échange, elle demande à la Grande-Bretagne de garantir la neutralité et l'intégrité territoriale de la Hollande, en plus de celle de la Belgique. Elle insiste auprès de notre gouvernement sur le fait que les Pays-Bas constituent une plate-forme qui serait le point de départ d'attaques aériennes redoutables sur toutes les parties des îles britanniques. Par contre, si l'Angleterre s'engageait à protéger la neutralité hollandaise, le gouvernement néerlandais mettrait ses aéroplanes à la disposition de la R. A. F., comme base à des contre-attaques sur l'Allemagne.

Un front franco-anglais, voilà ce qu'il faut à l'équilibre européen. Dans la suite de son article, M. Price se montre peut-être optimiste quant aux possibilités d'une guerre brusquée. Là-dessus, il pense comme la grande majorité des Anglais, qui se réveilleront un jour, tout ahuris, dans la fournaise. Des écrivains militaires insistent depuis quelque temps sur le danger d'une nouvelle invasion de la Belgique par le Limbourg hollandais. Ceux-là savent de quoi ils parlent. Dans la NATION BELGE, le lieutenant-colonel Requette décrit les conditions d'une invasion brusquée :

Une heure avant que partent sur la Meuse les premiers coups de feu annonçant les hostilités, l'aviation allemande a passé les frontières. Les premiers télégrammes décrétant la mobilisation belge ne sont pas partis que les gares d'Anvers, Malines, Bruxelles, Ottignies et Namur sont criblées de bombes. En même temps, nos installations d'aviation sont attaquées, ainsi que l'agglomération liégeoise. La grande dorsale ferrée Anvers-Namur est momentanément inutilisable; la mobilisation est entravée et subit un retard qu'il est impossible de chiffrer, mais qui entraîne les conséquences les plus graves.

Pendant que le désarroi règne au centre du pays, le corps de cavalerie allemand, la Meuse franchie, s'est engagé librement dans la Campine limbourgeoise, entièrement vide de troupes belges. Il a lancé en avant ses escadrons d'autos blindées et ses escadrons de découverte qui, en tous sens, sillonnent le pays, arrêtent les trains, coupent les lignes téléphoniques et télégraphiques. Dans la soirée, son gros matre te toutes les lignes d'eau du Limbourg, a atteint la région de Diest, tandis que, le suivant à distance, le premier échelon de six divisions d'infanterie a franchi la Meuse, et que le second continue ses débarquements à la frontière du Limbourg hollandais.

Dès la matinée du lundi, toute la partie centrale du pays, entre Anvers et Namur, est infestée de détachements rapides, tandis que l'aviation multiplie ses attaques. On apprend dans la journée que la masse des troupes légères allemandes occupe la région de Louvain; tandis que des colonnes de toutes armes vont atteindre le front Moll-Hassel-Tongres. Liège est coupée du reste du pays et prise sous le feu de l'artillerie.

En juillet 1914, on eût attribué un tel langage à quelque fou discordant, et il n'est pas sûr que même aujourd'hui, après la terrible expérience de la Grande Guerre, on ne hausse pas les épaules en lisant ces lignes. Des voix comme celles du général Niessel, du lieutenant-colonel Requette, du grand Pétain, se perdent dans le concert de sottises du Quai d'Orsay.

Le R. P. Boisard et le Canada

Avant son départ pour le Canada, à bord de l'*Ausonja*, le R. P. Boisard a accordé un bref entretien à un reporter du FIGARO. On sait que le vice-supérieur général de la Compagnie de Saint-Sulpice représente le clergé français aux fêtes du IVe Centenaire. Sur le quai de la gare Saint-Lazare, une conversation s'est engagée entre le P. Boisard et le reporter du FIGARO :

— Le cardinal, nous dit-il, m'a demandé d'accepter d'être son délégué, à la fois au titre de Sulpicien et au titre de vicaire-général de Paris. J'ai accepté avec enthousiasme et reconnaissance. Aucune terre étrangère ne m'est plus chère que celle du Canada. J'ai décidé de m'embarquer sur l'*Ausonja* afin de pouvoir, à Montréal, rendre visite à mes confrères qui, au nombre d'une centaine, ont créé dans cette ville d'importantes institutions. Nous y comptons, en effet, un grand séminaire théologique, un grand séminaire philosophique, un petit séminaire et un externat classique.

— Avez-vous déjà visité le Canada ? — Mais oui. Je le connais très bien. J'y ai visité, il y a deux ans, nos établissements. J'en suis revenu émerveillé. Rien n'est plus émouvant que le spectacle de ces hommes attachés à maintenir intacte la tradition des mœurs et de la langue française. S'il est des pays où notre rayonnement s'est accru, ce n'est certes pas celui-là !

— Grâce à vos établissements, en grande partie. — Sans doute, dans la mesure de leurs moyens, mais grâce aussi à la persévérante action de certains ordres : les Jésuites et les Récollets, notamment, et de tous les admirables religieux français établis au Canada, à la fois si loin et si près de leur patrie !

« Pour le plus grand profit de notre prestige national », ajoute le FIGARO. Soit insouciance, soit impossibilité matérielle, la France a toujours un peu négligé sa propagande au Canada, où un trop grand nombre de Canadiens-Français voient en elle (c'est d'ailleurs de la maïserie) une nation laïciste, ennemie des Congrégations, etc. Il lui appartient, au cours des fêtes du IVe Centenaire, de dissiper ce malentendu.

Jean DAMBRET

Vendredi et samedi, visite de Montréal et de ses environs par la délégation française

Le Comité canadien a définitivement arrêté le parcours des deux promenades en autocars que feront les délégués français vendredi 31 août et samedi 1er septembre.

VENDREDI à 3 h. de l'après-midi, départ du chalet du Mont-Royal par le Chemin Shakespeare, le Chemin de la Côte des Neiges, le Boulevard Westmount, la rue Edgell, la rue Sunnyside, le Summit Circle (panorama), la rue Sunnyside, l'avenue Victoria, le Chemin de la Côte Saint-Luc, le boulevard Décarie, la rue de Notre-Dame de Grâce, la rue Sherbrooke, la rue Elmherst, le chemin de Lachine; puis une tournée dans la partie ouest de l'île de Montréal, en passant par Valois, la Pointe-Claire, Sainte-Anne de Bellevue, Senneville, Sainte-Geneviève, Cartierville, le Bois-Franc, la ville de Saint-Laurent, la Ville Modèle, le Chemin de la Côte des Neiges, l'avenue Van Horne, le Chemin Sainte-Catherine, l'avenue du Parc, l'avenue des Pins, la rue de l'Université, la rue Sherbrooke, jusqu'au terminus, à l'hôtel Mont-Royal.

SAMEDI, à 4 h. 30 de l'après-midi, après la cérémonie du pont Jacques-Cartier, promenade sur la rive sud selon l'itinéraire suivant : Du pont Jacques-Cartier, par le boulevard Taschereau, jusqu'à la ville de Saint-Lambert; retour par le boulevard Edouard VII, Laprairie, la Tortue, les rapides de Lachine, le pont Honoré-Mercier, le chemin LaSalle, la ville de Lachine, Montréal-Ouest, la rue Sherbrooke, jusqu'au terminus, à l'hôtel Mont-Royal.

Docteur Tancrède Asselin, chirurgien-dentiste, 5064, avenue du Parc, près rue Laurier, à son bureau de 9 h. à 6 h. sur rendez-vous. Tél.: DO 3087. (2)

Simplex articles de commerce

VISIONS DU LABRADOR, par Louis-Philippe Côté. — Tandis que l'éditeur Albert Lévesque mettait sur la couverture le sceau de « L'âme canadienne », silencieusement, comme des lépreux abandonnant leur cadavre, se glissaient hors de ce livre la vie des êtres que M. Louis-Philippe Côté a dû découvrir au Labrador. Et il ne reste plus sur les pages que des loques, des restes de fricots, des nippes de Montagnais ou de Visages pâles, toutes choses qui paraissent d'ailleurs avoir été déchirées par les « huskies » (chiens esquimaux).

Nous avons raison de croire pourtant, aux bribes que nous avons sous les yeux, que M. Côté était un témoin véridique : il note très bien que l'eau est « limpide », que le ciel est « bleu », que les pins sont « verts », que ce coin est « enchanté ». Le nombre des privilégiés qui visitent le Labrador étant si limité, ils ne peuvent, voyez-vous, en rapporter que de l'inédit. Aussi peut-on conjecturer que cette région quasi glaciale est un pays de nudistes, puisque tout, au dire de M. Côté, y est simplement « revêtu de parure », que le regard s'y, promène voluptueuse-

ment », et qu'on ne peut s'empêcher de s'écrier : « Quelle jouissance ! »

Hélas ! de ces chatoyantes verdeurs de forêt et de soleil que M. Côté a sans doute vues couler sur les pics, les baies et les rivières comme des caresses d'amants sur le corps des Montagnais, il ne reste plus dans son texte que des larves grises semblant ramper à ras du sol. Le Labrador n'a pas voulu plier son âme au caprice des feuillettes, « de peur sans doute qu'elle se cassa ». Oui. Mais tous les imparfaits du subjonctif étant écrits de cette façon au Labrador de M. Côté, on peut aussi soupçonner avec étonnement que M. Doumic n'y a pas encore expédié la grammaire de l'Académie. Sa proverbiale amabilité voudra-t-elle au moins y envoyer plutôt qu'une cargaison de palmes académiques, un lot de dictionnaires, afin que même le trappeur Carcajou puisse enseigner à M. Côté le sens des mots et qu'il lui apprenne à commettre à l'avenir des peccadilles plutôt que des « pacotilles » ?

L'ŒUVRE VÉRIDIQUE DE LOUIS RIEL, par P. de M. — Les aptitudes d'écrivain de P. de M. ne sont guère plus

riches que celles de M. Côté, mais elles ont au moins le mérite de ne révéler aucune prétention. L'auteur a même la modestie de nous avertir que son livre est une simple compilation tirée d'ouvrages déjà parus. Si ce travail ne se recommandait ni par la valeur du style ni par celle des recherches personnelles, on se demande d'abord pourquoi les Editions Albert Lévesque ont publié. Mais le titre du livre suggère une réponse plausible. Laïques et ecclésiastiques ont peut-être eu jusqu'ici la tendance de nous parler de Riel selon qu'ils tenaient au parti des « bleus » ou à celui des « rouges », selon que leur discernement était plus ou moins ofusqué par l'intervention rageuse des orangistes. La vérité ne pouvait sortir que par fragments de leurs écrits.

P. de M. (c'est, croyons-nous, un prêtre du diocèse de Saint-Hyacinthe) nous paraît tout à fait prémuni contre ces biais. Et le ressort de son ouvrage si calme, presque monotone, que le chef du seul gouvernement du Manitoba en 1870 était aussi autorisé à se défendre contre les intrusions d'Ottawa, que le gouvernement de Terre-Neuve le serait aujourd'hui de nous accueillir avec des fusils si nous allions nous emparer de son domaine.

De 1870 à 1885, les civilisés ne furent évidemment pas ceux qu'on pense. Le métis Riel, d'ailleurs élu à la députation fédérale, qui abandonna son

siège à Sir Georges-Etienne Cartier pour apaiser le fanatisme de nos associés majoritaires dans la Confédération, et le même Riel, d'ailleurs élu une seconde fois, qui se fait expulser du Parlement par le gouvernement de Sir John McDonald, nous paraît toujours un citoyen plus désirable, moins borné, moins sauvage et plus respectueux des lois que ses antagonistes provocateurs dont quelques-uns sont encore les grands hommes de nos manuels.

En 1883, Ottawa, qui avait maintenu des droits constitutionnels sur les territoires du Nord-Ouest, empiétait de nouveau sur les biens des Métis sans accorder d'indemnité d'expropriation. Jusqu'en 1885, que de prières, de requêtes, de tentatives de conciliation, affluèrent vers le gouvernement, venant des Métis de l'Ouest, de leurs missionnaires, de leurs évêques ! Ottawa ne payait toujours qu'en monnaie de singe. Seule la révolte à main armée est venue à bout de la mauvaise volonté des gouvernants.

Tous les insurgés furent graciés ou bienôt libérés, car l'Anglais respecte celui qui se tient debout, devant lui. Seul Louis Riel fut pendu : il avait perdu la raison.

MORCEAUX CHOISIS D'AUTEURS CANADIENS, par Mgr Camille Roy. — Nous avons une anthologie des poètes canadiens (éditée chez Granger), Pré-

sentée par M. Olivier Asselin en une préface qui nous ouvre l'esprit sur les réelles valeurs littéraires et nous met en garde contre les trompe-l'œil, elle nous fait constater, sans nous induire dans les complaisances du chauvinisme, les progrès que nous avons accomplis en poésie. Nous avons maintenant une autre anthologie, comprenant prose et vers, publiée chez Beauchemin. Celui qui l'a compilée nous donne, lui, un avertissement d'un optimisme sans inquiétude. Aussi, son choix le prouve : pour la précision, la dignité et l'équilibre des soucis intellectuels, nous avons évidemment rétrogradé depuis Jacques Cartier et Marie de l'Incarnation. Pouvions-nous attendre d'autre merveille du discernement à la Camomille ?

C'est remarquable dans ce recueil de « morceaux choisis », où « prosateurs et poètes, les principaux du moins (soyez sans crainte : Jules Fournier, Olivier Asselin, Jean-Charles Harvey n'y sont pas), sont représentés en des pages qui nous ont paru le mieux caractériser leurs mérites » ; plus les Canadiens font de la littérature (j'excepte l'histoire, où ils ont quelque chose de montrable), plus ils rabâchent dans le domaine de la pensée, et plus ils se complaisent à la description oiseuse de paysages ou de champs de pacage et à l'épanchement d'une sentimentalité de ruminants. C'est sans doute ce qui fait croire à Mgr Roy — mais c'est là le

moindre mal — que notre littérature devient vraiment « digne d'intérêt ». Mais souhaiions que « les maîtres et les élèves » à qui ce livre est notamment dédié ne gobent pas toujours de confiance ces valeurs littéraires et pédagogiques qu'on offre à leur admiration.

S'estimant « principal auteur » dans tous les sens de l'expression, Mgr Camille Roy s'est modestement réservé la part du lion dans cette anthologie. Douze pages : ses soucis pédagogiques depuis trente ans si fructueux n'en exigent pas moins. Car il faut à tout prix qu'on forme la jeunesse au « espérer voir revenir », « paraître vouloir soumettre » et autres formes si aimables du « petit nègre » ; il faut aussi flagorner tour à tour les divers boniteurs de la « race » ; il faut surtout apprendre à la jeunesse qu'un « esprit critique » est l'équivalent d'un « esprit chagrin » et fait partie d'une « tête mal faite » (tu parles !). Mais Mgr Roy écrit aussi : « Nous voulons... nous voulons... nous voulons surtout rester Canadiens, et pour cela, citoyens de la grande Confédération canadienne. » Devant tant de volonté, M. l'abbé Groulx et les rédacteurs de l'ORDRE s'en iront sans doute en exil dès aujourd'hui, pendant que la « race » se couchera à demeure dans son cercueil.

Paul BARD